

Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat

Commission statutaire consultative du 4 mars 2014

Rapport de présentation

Dispositions de nature indemnitaire

Le présent projet de décret a pour objet de modifier le décret n°2002-63 du 14 janvier 2002 modifié relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés. Il vise à introduire une nouvelle catégorie de bénéficiaires au profit des infirmiers de l'Etat relevant de la catégorie A.

Le décret n°2012-762 du 9 mai 2012 a en effet institué trois corps d'infirmiers relevant de la catégorie A que sont /

- le corps interministériel des infirmiers de l'Etat dont le ministère chef de file est le ministère des affaires sociales et de la santé ;
- le corps des infirmiers de la défense ;
- et le corps des infirmiers de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur.

Depuis l'entrée en vigueur du décret statutaire au 1er juin 2012, le régime indemnitaire de ces nouveaux corps ne dispose en effet plus de base réglementaire. L'alignement des indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires (IFTS) versées aux infirmiers de catégorie B sur celui des secrétaires administratifs est en effet devenu caduc.

Par conséquent, l'introduction d'une nouvelle catégorie de bénéficiaires à l'article 2 du décret du 14 janvier 2002 susmentionné permettra d'offrir aux infirmiers de catégorie A une revalorisation indemnitaire cohérente au regard de leur structure indiciaire (l'indice brut terminal culmine à l'indice brut 730 au 1^{er} juillet 2015).

En outre, le projet de décret élargit le champ des bénéficiaires aux établissements publics de l'Etat à caractère administratif, permettant ainsi de prendre en compte la situation des infirmiers de l'Etat qui exercent leurs fonctions dans les établissements publics locaux d'enseignement et les agences régionales de santé.

Tel est l'objet du présent décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation.